

Le déclin de l'industrie britannique et ses conséquences régionales

Tim LEUNIG

Selon Tim Leunig, la poursuite du déclin de l'industrie britannique au cours des années 2000 a provoqué l'aggravation des inégalités régionales. Quels que soient les vainqueurs des prochaines élections, il leur sera difficile de freiner un mouvement que les travaillistes n'ont pas su enrayer.

Dire que les Britanniques ne produisent plus est un lieu commun en Grande-Bretagne, en France et partout dans le monde. Il est possible d'acheter une voiture française, allemande, japonaise ou même italienne, mais une voiture anglaise ? Tout le monde sait que British Leyland a fait faillite il y a bien longtemps. Ce sont les Français et les Japonais qui conçoivent les trains à grande vitesse et les Français sont célèbres pour leurs centrales nucléaires. En revanche, les Britanniques sont célèbres – tristement célèbres – pour leurs activités dans la finance, la banque, l'assurance et les secteurs de ce type.

Des niveaux de production industrielle stables

Cela peut surprendre mais un tel constat est des plus injustes. La Grande-Bretagne est en effet productrice d'automobiles, et non seulement de Rolls Royce, de Lotus ou de Minis mais aussi de Nissan, de Honda, de Toyota, de Ford ou d'Opel. Elle est aussi productrice de premier plan de moteurs et d'ailerons d'avion, et elle se classe parmi les meilleurs au monde en matière d'équipements optiques à usage militaire.

Il est donc faux d'affirmer que les Britanniques ne produisent plus. Ils produisent en réalité autant de biens industriels, en valeur, qu'à n'importe quel moment de leur histoire.

C'est la part de ces biens dans le revenu national qui a baissé du fait de la croissance de l'économie.

Cette baisse de la part de l'industrie dans le revenu national (malgré sa valeur constante) est un phénomène qui dure maintenant depuis plus d'un siècle. Cela n'est guère surprenant, et c'est sans doute même positif, puisque la Grande-Bretagne a connu la première révolution industrielle et s'est retrouvée par la suite avec une part exceptionnelle de son économie concentrée dans l'industrie. Aussi récemment qu'au début des années 2000, cette part était plus importante en Grande-Bretagne qu'en France ou aux États-Unis. Le déclin relatif de l'industrie de 1900 à 2000 est donc facilement explicable. Il est néanmoins problématique que ce déclin se poursuive. En 2008, date des dernières données disponibles, l'industrie représentait 18 % des économies française et américaine, mais seulement 15 % du PIB britannique¹. Cette différence est loin d'être négligeable. D'autant plus que l'industrie continue sa chute en Grande-Bretagne alors qu'elle reste plus ou moins stable en France et aux États-Unis.

Les conséquences régionales du déclin industriel

En Grande-Bretagne, les conséquences sont lourdes au niveau local. Le sud du pays n'a jamais été un centre industriel d'importance. La révolution industrielle a d'abord eu lieu dans une bande partant de Liverpool, passant par Manchester, traversant les Pennines pour finir au-delà de Leeds, zone à laquelle doivent s'ajouter Newcastle et Sunderland plus au nord. Le charbon dans ces régions était en effet disponible à moindre coût.

Or le charbon à bas prix ne suffit plus à rendre une région attractive, puisque l'électricité et le gaz sont facilement transportables. La Grande-Bretagne s'était de plus spécialisée dans des secteurs qui ont désormais disparu : un million de personnes travaillaient dans le textile autour de Manchester, Sunderland était le plus gros transporteur naval du monde et Stoke était spécialisée dans la poterie. Ces secteurs ont non seulement quitté ces villes, mais ils ont aussi quitté l'Europe. Car les économies avec des salaires élevés ne sont pas capables de faire face aux bas salaires des économies émergentes dans le secteur des biens à bas prix. En tant que consommateurs, nous sommes très heureux que notre argent aille plus

¹ Ces chiffres, produits par les Nations-Unies, étaient aux alentours de 19 % pour ces trois pays à la fin des années 1990.

loin que jamais. Mais cet aspect de la mondialisation est sans aucun doute des plus douloureux pour les régions britanniques dont la prospérité dépendait de l'industrie.

En 1997, le Parti travailliste a gagné les élections avec le slogan de campagne « les choses ne peuvent que s'améliorer » (*things can only get better*). Nous savions tous que le Parti travailliste n'améliorerait pas forcément le quotidien des habitants de la City : il se focaliserait sur les hommes et les femmes qui vivent dans les régions industrielles et qui travaillent, ou ont travaillé dans l'industrie. Même en 1997, les personnes vivant dans ces régions étaient plus pauvres que la moyenne ; elles n'avaient pas profité de la prospérité croissante qui avait touché le pays lors de l'ère Thatcher, notamment le sud-est.

Le Parti travailliste a réussi à améliorer le quotidien des plus pauvres. L'Institut des Enquêtes Fiscales (*Institute for Fiscal Studies*), institution indépendante et faisant autorité, a montré que les politiques fiscales et sociales des travaillistes ont augmenté le revenu des personnes du décile inférieur de 10 % et baissé celui des personnes du décile supérieur de 10 %². Et c'est bien ce que l'on attend d'un gouvernement travailliste, n'est-ce pas ?

Les travaillistes face aux inégalités régionales

Pourtant, le Parti travailliste a échoué dans la reconversion des régions du pays autrefois fortement dépendantes de l'industrie. Au cours treize années durant lesquelles les travaillistes ont été aux affaires, la population du nord de l'Angleterre a vu son revenu augmenter de 20% en termes de revenu disponible alors que la population de la région de Londres a vu son revenu augmenter de 28%³. Le Parti travailliste a rendu le système fiscal plus progressif et a augmenté le niveau des aides sociales, ce qui a contribué à la redistribution des revenus de Londres au profit du reste du pays. Ces inégalités régionales en termes de revenus sous-estiment donc les divergences en termes de création de richesse. En bref, le moteur londonien a vu sa puissance augmenter, laissant le reste du pays à la traîne.

Le problème de ces régions réside dans les mutations actuelles de l'industrie. Autrefois, les usines employaient beaucoup de personnes et l'économie locale reposait sur l'activité industrielle. Désormais, les mutations technologiques, les fortes pressions exercées

² Informations tirées de l'étude de James Browne, Cormac O'Dea et David Phillips, *Personal tax and benefit changes*, IFS 2010.

³ Renseignements tirés de l'article de Dan Pimlott « Income growth slows under Labour », *Financial Times* du 31 mars 2010 et fondé sur des données de l'Office National de Statistiques britannique.

par la concurrence, le coût élevé des salaires par rapport aux salaires chinois, poussent à remplacer par des machines les travailleurs britanniques devenus trop chers ou, si la production ne peut être mécanisée, à délocaliser l'usine en Pologne ou au Vietnam. La France aussi doit faire face à ces pressions, mais les conséquences y sont moins fortes car la concentration géographique de l'industrie y est moindre.

Sous le gouvernement travailliste, la productivité industrielle a augmenté en moyenne de 3,5 % par an, ce qui correspond en gros aux tendances précédentes et semble nécessaire au maintien de la compétitivité britannique au niveau international. Cependant, le niveau de production est resté à peu près constant, ce qui signifie qu'environ 3,5 % des travailleurs de l'industrie perdent leur emploi tous les ans. Et la forte concentration régionale de ces emplois amplifie les inégalités. Des données de l'office national des statistiques britanniques montrent qu'en plus de dix ans, le coefficient de Gini, indicateur d'inégalités spatiales, est passé de 0,14 à 0,17 pour les 133 régions du Royaume-Uni de type « NUTS 3 »⁴. En comparaison, ce même coefficient pour les 97 régions françaises de type NUTS 3 est resté à 0,11⁵. La Grande-Bretagne est donc partie d'une situation plus inégale qui n'a fait que se renforcer.

À sa décharge, le Parti Travailliste a fait des tentatives pour lutter contre cet état de fait. Les anciennes villes industrielles croulent sous les programmes de reconversion. Les agences de reconversion, toutes dotées d'un nom à consonance joyeusement optimiste, ont envahi le pays. Mais ces programmes vont de plans à grande échelle, destinés à résoudre des problèmes régionaux spécifiques de manière holiste (tels que le fonds spécial de reconversion des quartiers, le *Neighbourhood Renewal Fund*), à des plans de moindre envergure pour résoudre des problèmes encore plus spécifiques, tel que le Fonds de Modernisation du Capital (pour les petits détaillants) ou la création de programmes favorisant le lancement des projets musicaux de jeunes artistes dans certaines zones (les *Youth Music Action Zones*). De nombreuses villes qui ont été réaménagées ont certes gagné en esthétique. Mais les grands immeubles de luxe et les élégants centres commerciaux sont plutôt les signes de la réussite, et non les causes.

Des inégalités destinées à durer

⁴ Classification de l'Union Européenne partitionnant les états en régions de 150 000 à 800 000 habitants.

⁵ Données des services nationaux de statistiques britanniques et français.

Le gouvernement n'a pas réussi à comprendre les raisons profondes des inégalités croissantes entre régions. La réussite économique est en effet due à deux facteurs : la localisation géographique et le capital humain. La Grande-Bretagne a sur le premier point un problème que n'a pas la France : nous sommes à la frontière de l'Europe (géographiquement mais aussi émotionnellement, politiquement et par de nombreux autres aspects). En revanche, presque toutes les régions françaises voisinent une zone économiquement active. Le nord-est est proche de la Belgique et des Pays-Bas, et plus particulièrement de l'important port européen de Rotterdam. Tout l'est du pays est proche de l'Allemagne et, en allant plus au sud, de la Suisse et de l'Italie. Le sud, qui a en soit une forte attractivité touristique, avoisine l'Italie et l'Espagne. L'ouest du pays est moins bien connecté mais il est aussi historiquement moins peuplé.

La situation de la Grande-Bretagne est bien différente. Le sud-est domine clairement le reste du pays. Les entreprises nationales ont intérêt à s'y installer afin de se rapprocher du cœur de leur clientèle puisqu'un grand nombre de personnes habitent dans le sud-est, et plus particulièrement les personnes les plus aisées. Les entreprises internationales ont aussi intérêt à s'y installer puisque le Sud-est est plus proche de l'Europe continentale, ainsi que des États-Unis, de l'Asie et du reste du monde, les principaux aéroports du pays se trouvant dans la région. Il y a certes des aéroports régionaux, mais les vols conçus pour les voyageurs d'affaires y sont relativement peu nombreux. S'il existe bien des vols sans escale reliant Birmingham, Manchester et Glasgow à New York, ils sont respectivement au nombre de un, quatre et un par jour. Le vol partant de Birmingham a une capacité de 757 passagers, dont seulement 16 en classe « affaire ». En comparaison, 30 vols quotidiens relient sans escale Londres à New York, offrant aux hommes d'affaires un énorme choix de compagnies et de créneaux horaires. Pourquoi une entreprise américaine ou asiatique s'implanterait-elle autre part en Grande-Bretagne qu'à proximité de l'aéroport londonien d'Heathrow ?

Une réponse à cette question pourrait être la présence d'une main d'œuvre particulièrement qualifiée dans les autres régions, ce qui se vérifie dans certains cas. D'obscures raisons historiques ont rendu Saint Asaph, ville du nord du Pays de Galles, le centre florissant de la Grande-Bretagne dans le secteur des instruments optiques à usage militaire. Les entreprises qui veulent s'implanter dans ce secteur ont tout intérêt à s'installer dans la région de Saint Asaph puisque la main d'œuvre spécifiquement qualifiée y est relativement abondante. Les personnes voulant travailler dans ce secteur sont attirées par

l'offre de nombreux postes, de bons salaires et d'un travail intéressant. Et la région est magnifique⁶!

Mais Saint Asaph est l'exception et non la règle. La main d'œuvre qualifiée est plus nombreuse à Londres que dans les autres régions. Dans la région de Londres, les diplômés représentent 38 % de la population en âge de travailler, contre moins de 25 % à Liverpool, Sheffield, Newcastle/Sunderland et Birmingham⁷. Les régions les plus pauvres se caractérisent aussi par de moins bonnes performances scolaires et une part plus faible de diplômés dans leur population. Elles peinent surtout à attirer une main d'œuvre diplômée qui n'a ni grandi ni suivi ses études universitaire sur leur territoire.

Sans aucun avantage en termes de géographie ou de capital humain, ces régions ne sont pas près de voir le bout du tunnel. Pour certaines, la chance va continuer : un cluster du type de celui de Saint Asaph est appelé à durer. Pour d'autres, la chance va tourner : un entrepreneur local, amoureux de la région, peut lancer un projet qui réussit. Ainsi, Morrison's, le quatrième supermarché de Grande-Bretagne en taille, a son siège à Bradford dans le Yorkshire, où est né son fondateur William Morrison. Mais pour la plupart de ces régions, le seul moyen de rester dans la course sera de faire concurrence au sud-est. Elles devront baisser loyers et salaires afin d'être plus attractives pour les entreprises qu'une zone facilement accessible et dotée d'une main d'œuvre hautement qualifiée. Une telle concurrence signifie que les inégalités régionales risquent de rester élevées, quels que soient les vainqueurs des prochaines élections.

Tim Leunig remercie Chris Calvin qui l'a aidé à rassembler les données nécessaires au présent article.

Traduit par **Hélène Blake**

Publié dans laviedesidees.fr, le 4 mai 2010

© laviedesidees.fr

⁶ Tim Leunig et James Swaffield, *Cities Unlimited*, Policy Exchange, 2008.

⁷ Chris Webber & Kieran Larkin, *Growing by Degrees*, Centre for Cities p. 5,

http://www.centreforcities.org/assets/files/09-10-29%20Growing%20by%20degrees_Liverpool.pdf